



Independent observer
of the Global Fund

DES EFFORTS POUR MAINTENIR LES SOINS VIH EN CRIMÉE

L'annexion de la Crimée par la Fédération Russe depuis février 2014 a altéré de manière significative les programmes du Fonds mondial dans la région.

Les programmes étaient mis en œuvre par deux récipiendaires principaux, l'Alliance pour la Santé Publique (nommée auparavant Alliance Ukraine) et le Réseau Tous Ukrainiens des Personnes Vivant avec le VIH. Les partenaires de mise en œuvre, six ONG et le centre SIDA sont passés sous la juridiction russe et la frontière avec l'Ukraine a été fermée.

La fermeture de la frontière a interrompu la fourniture de matériel de prévention et de médicaments qui étaient auparavant envoyés depuis Kiev et financés par le Fonds. Les RP ne sont plus autorisés à envoyer de l'argent à leurs partenaires locaux en Crimée, ni à fournir du matériel et des médicaments. Les changements dans le système de santé, les nouvelles règles d'enregistrement des patients séropositifs, les nouveaux mécanismes d'achat et un nouvel environnement politique ont eu un impact majeur sur les bénéficiaires des programmes VIH financés par le Fonds mondial.

Selon Victor Isakov, directeur de la gestion des subventions à l'Alliance pour la Santé Publique, la première moitié de 2015 a été la plus difficile pour leurs partenaires locaux et pour les bénéficiaires des programmes. C'est à ce moment que le Fonds mondial a commencé à élaborer des schémas de financement plus souples permettant de maintenir les programmes dans le territoire annexé.

Mettre en place ces systèmes a requis une coopération étroite entre les RP, les ONG et le Fonds mondial. Le Fonds finance directement les ONG locales. Le matériel et les médicaments sont tous achetés localement. Les RP effectuent le suivi du programme et la collecte de données et l'analyse, fournissent le soutien technique, y compris les prévisions qui sont souvent ad-hoc et fondées sur les besoins, car la situation actuelle ne permet pas des prévisions à long-terme. Les ONG travaillent

étroitement avec les institutions médicales locales, y compris les centres SIDA (les cliniques).

Selon Irina Potapova, la directrice de l'ONG « le Centre de la Jeunesse pour les Initiatives Féminines » à Sébastopol en Crimée, le résultat le plus appréciable de l'approche du Fonds mondial est que les opérations ont pu être maintenues au niveau local.

Les sous-traitants de l'Alliance en Crimée fournissent des services aux usagers de la drogue par injection (UDI), aux travailleurs du sexe (TS) et aux hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes (HSH). Les services fournis sont principalement du soutien psychologique, un travail de sensibilisation pour réduire la transmission du VIH et des MST, la distribution de matériel de prévention, de préservatifs et de lubrifiants. Ils garantissent également la détection de cas de TB dans les groupes à risques. Selon les données de l'Alliance, en 2015, trois ONG ont fourni des services de prévention à 11104 UDI, 2689 TS et 1513 HSH.

« Nous essayons de rester à distance de la politique et de mettre l'accent sur les besoins de nos bénéficiaires », affirme Irina Potapova. « Notre but ultime est de garantir une détection des cas adaptée, de fournir des services de prévention et de faire un suivi des nouveaux patients jusqu'à ce qu'ils soient enregistrés et mis en lien avec la bonne institution médicale pour leur traitement. »

De plus, 4000 PVVIH reçoivent des soins et des services de soutien des partenaires de mise en œuvre du Réseau Tous Ukrainiens des Personnes Vivant avec le VIH. Selon Katerina Pandeli, la responsable de l'unité de gestion des subventions pour le Réseau, la plus grande difficulté pour les patients VIH provient du changement de système d'enregistrement dans la Fédération Russe, car celle-ci requiert de fournir des documents complètement différents de ceux qui étaient demandés par l'Ukraine.

« Ces nouvelles directives ont un impact direct sur l'adhérence au traitement et le nombre des perdus de vue augmente », affirme Katerina Pandeli. « Par conséquent, nous faisons notre mieux pour aider les PVVIH à réunir les documents nécessaires. Certains patients préfèrent recevoir leurs soins en territoire ukrainien, ce qui est autorisé par le gouvernement ukrainien ».

Tous ces bouleversements ont entraîné des interruptions de traitement. Une étude menée par le réseau parmi 1984 patients conclut que 52,2% des patients ont vu leur traitement interrompu pour une raison ou une autre.

« Sauver la vie des personnes séropositives en Crimée est notre priorité numéro un aujourd'hui » déclare Dmytro Sherembey, le directeur du Conseil de Coordination dans le réseau. « Notre but et notre responsabilité est de garantir un traitement de qualité pour tous les bénéficiaires. Nous continuons le programme, car c'est le seul disponible dans la région pour les PVVIH ».

Un programme a cependant dû être interrompu, la thérapie de substitution aux opiacés (TSO), car la Fédération Russe interdit ce type de soins. Depuis mai 2014, les 806 patients qui suivaient la TSO ont eu le choix entre quatre options : (a) arrêter de faire usage de la drogue, (b) s'inscrire dans des centres de réhabilitation russes, (3) déménager en Ukraine et poursuivre le TSO ou (4) recourir aux « drogues de la rue ».

Selon des informations (non officielles) fournies par l'Alliance, 50 personnes ont arrêté l'usage de la drogue, 25 sont parties dans des centres de réhabilitation en Russie, 60 sont parties en Ukraine, et 80 personnes sont décédées (ces chiffres sont approximatifs). Il est probable que le reste des patients (environ 640 personnes) sont retournées dans la rue pour prendre de la drogue.

[Read More](#)
